

La République du Centre, 15 septembre 2016

MOBILISATION ■ « Le collectif pour l'emploi à La Source » a été créé hier

La lutte pour l'emploi continue

La décision sur les chèques postaux est actée depuis l'été, 200 postes resteront à La Source. Les militants qui défendaient le maintien de tout dans le quartier élargissent donc leur combat, pour « l'emploi à La Source ».

Rérent Buisson
font@la-republique.fr

Il ont pris acte. Un peu résignés, mais toujours mobilisés.

L'activité du centre financier de La Poste sera bien divisée en deux, d'ici 2018-2019. Le tertiaire à Olivet, au parc technologique des Moulins ; la production des chèques postaux à La Source, rue Georges-Cuvier. Entre 800 et 1.000 salariés dans le premier, 200 dans le second.

« C'est moins que ce que nous espérons, car on voulait garder le maximum d'emplois dans le quartier, mais la mobilisation a payé », souffle l'élu PCF Michel Ricoud, membre de « Pour que les chèques postaux restent à La Source ».

Maintenir la pression
« Il faut maintenir la pression » reprend aussitôt un autre membre. La mobilisation se fera désor-



COMBAT. Le collectif « Pour que les chèques postaux restent à La Source », ici en partie réuni autour de l'élu PCF Michel Ricoud (3^e en partant de la g.) devant « Pour l'emploi à La Source » / R

mais sur l'emploi en général, dans le quartier.

Le collectif a ainsi été rebaptisé « Pour l'emploi à La Source », hier, lors d'une réunion. « On a perdu EDE, bientôt l'Espad. Les Ombrages, peste Christiane Dumas, de l'Association des habitants d'Orléans La Source (AHL). Autant d'emplois qui quittent le quartier. Alors, oui, une bonne partie des salariés des Chèques juge qu'aller à Olivet,

c'est "pas loir", mais pendant ce temps-là, le quartier devient dortoir. »

Le collectif maintient donc, dans les faits, la pression. Les rendez-vous prévus avec le président de Région François Bonneau (PS), et du Département Hugues Saury (LR), sont maintenus, pour parler des Chèques, du devenir du bâtiment et de l'emploi dans le quartier. « Il faut aussi revoir le

maire d'Orléans et le sénateur Jean-Pierre Sueur (PS). Il ne s'exprime plus sur le sujet depuis juin. Et on veut toujours voir le préfet, s'agace Michel Ricoud. Il n'a jamais répondu à notre courrier. Je l'ai envoyé trois fois, pourtant ! C'est irrespectueux ! On parle d'aménagement du territoire, là. »
Le collectif rencontrera les syndicats avant de retourner vers les élus. La lutte n'est pas finale, elle continue. ■